



Frankreich – Info

Herausgeber : Französische Botschaft
- Presse- und Informationsabteilung -
Pariser Platz 5 - 10117 Berlin
E-Mail: info@botschaft-frankreich.de
Internet: www.botschaft-frankreich.de

2011

Allocution de Monsieur Alain JUPPÉ Ministre d'État Ministre des affaires étrangères et européennes A l'occasion de la conférence des ambassadeurs allemands

Berlin – 29 août 2011

Monsieur le Ministre, cher Guido,
Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs, je voudrais tout d'abord, cher Guido, te remercier de m'accueillir ici, et te remercier des paroles de bienvenue que tu as prononcées. Nous travaillons ensemble depuis plusieurs mois maintenant. La relation que nous avons créée entre nous est excellente. Et je suis heureux aussi que nous ayons tissé des liens personnels, des liens d'amitié, et des liens de confiance ; c'est important. J'ai été très heureux de t'accueillir à Bordeaux, et suis très heureux d'être ici à Berlin avec vous. Je suis heureux d'assister à la conférence des Ambassadeurs allemands. Tu as bien voulu rappeler qu'en 1993, dans le cadre d'une vaste réforme du Quai d'Orsay que j'avais engagée à l'époque, j'avais eu l'idée de cette conférence des ambassadeurs en partant d'un constat tout simple : c'est que par définition, nos Ambassadeurs sont répartis dans le monde et ne se voient pas souvent. J'avais pensé que leur permettre de se réunir, d'échanger entre eux, avec leurs ministres, avec les autorités politiques, était sans doute une bonne façon de les mobiliser. Je suis heureux de voir qu'en France, cette initiative a perduré depuis 1993 et que des conférences d'Ambassadeurs, comme ici en Allemagne ont vu le jour.

C'est pour moi l'occasion de rappeler qu'une bonne politique étrangère, c'est d'abord une bonne vision politique, et il appartient aux responsables politiques de l'exprimer, comme je viens de le faire en ce qui concerne l'Allemagne. Mais c'est aussi un outil diplomatique performant, raison pour laquelle nous devons attacher la plus grande importance à la modernisation, à l'adaptation, à la mobilisation diplomatique. Il m'arrive souvent de dire aux Français, qui ont de temps en temps du vague à l'âme, lorsque les budgets ne sont pas ce qu'ils devraient être, parce que parfois on se demande si, à l'ère d'Internet et des conversations dites « permanentes » entre les chefs d'Etat, les Ambassadeurs ont encore un rôle à jouer ? Oui, ils ont un rôle à jouer. Vous faites, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, un très beau métier. C'est la raison pour laquelle c'est pour moi un très grand plaisir d'être parmi vous aujourd'hui.

Je suis d'autant plus heureux d'être là que vous avez choisi un sujet, si je suis bien informé, pour votre conférence,, qui me paraît particulièrement pertinent : «L'Allemagne aux Nations-

www.botschaft-frankreich.de

Unies- Les Nations-Unies et l'avenir de la gouvernance mondiale » : j'y vois un signe fort que nous portons, de part et d'autre du Rhin au rôle moteur du couple franco-allemand et à notre volonté commune de relever ensemble les défis auxquels nous sommes confrontés dans un monde en changement permanent. Je voudrais, rapidement ce matin, évoquer devant vous trois de ces défis majeurs : la réforme de la gouvernance mondiale, les changements qui se produisent tout autour de la Méditerranée, que j'appellerai le succès des « printemps arabes » et l'intégration européenne.

La réforme de la gouvernance mondiale, vous le savez, constitue l'une des priorités majeures de la présidence française du G20.

Depuis 1990, les crises se sont succédé, à travers la planète, on en recense plus d'une quarantaine, crises financières et monétaires, sans parler des crises alimentaires et énergétiques, déséquilibres mondiaux de toutes sortes, sans oublier le changement climatique.

Pour affronter ces crises, il est impératif de promouvoir une gouvernance plus efficace au niveau mondial et de développer les synergies entre organisations, et particulièrement entre les Nations unies et le G20.

Le G20 a l'autorité et la réactivité requise face aux crises financières ou économiques d'ampleur mondiale. Il a montré qu'il savait mettre les politiques en cohérence et donner une impulsion aux acteurs économiques. Il doit désormais prouver qu'il peut contribuer à construire un monde mieux régulé.

Pour y parvenir, notre approche doit être très pragmatique et s'articuler autour de quatre principes.

- Le premier, c'est l'efficacité : nous devons poursuivre la réforme des organisations internationales. Les ministres de l'agriculture du G20 ont proposé en juin la création d'un mécanisme de réaction rapide face aux crises alimentaires au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Un échec de cette réforme serait incompréhensible dans le contexte actuel de famine dans la Corne de l'Afrique.
- Deuxième principe : un meilleur partage des responsabilités. Cela implique en particulier de tenir compte des nouvelles réalités économiques internationales, non seulement pour donner aux pays émergents et aux grandes puissances économiques toute leur place dans ces institutions, mais aussi pour leur permettre de mieux assumer leurs droits et leurs devoirs.
- Troisième principe : la cohérence. Nous devons inciter les grandes organisations internationales à travailler ensemble, comme le fait le G20 dans plusieurs domaines - je pense notamment à l'Organisation mondiale du commerce et à l'Organisation internationale du travail, en matière de normes économiques et commerciales.
- Enfin, quatrième principe : une plus grande transparence, en particulier vis-à-vis des Nations unies, avec par exemple l'organisation de séances d'information sur le G20 à l'Assemblée générale.

Les Nations unies sont quant à elles l'institution universelle garante de la légitimité internationale. Avec les institutions de Bretton Woods et les organisations spécialisées, les agences, fonds et programmes, elles disposent de l'expertise nécessaire pour traiter les enjeux globaux.

Elles doivent aujourd'hui consentir un effort important de réforme pour mieux refléter, comme tu l'as dit cher Guido, l'état actuel des relations internationales. Comme l'Allemagne, la France est attachée au renforcement de la légitimité et de l'efficacité du système onusien. C'est cet objectif autant que les contraintes budgétaires sans précédent que nos deux pays affrontent qui inspirent notre exigence commune de rigueur de gestion et de poursuite des réformes.

Nous pouvons bien sûr améliorer la coordination, mais nous devons aussi repenser l'architecture d'ensemble du système, dont les perspectives en matière de soutenabilité financière sont très critiques. Recentrage des fonds et programmes sur leur cœur de métier, élimination des redondances, plafonnement des dépenses et des effectifs, améliorations de la gouvernance : telles sont les pistes que nous devons explorer ensemble.

Cela ne signifie pas l'immobilisme, bien au contraire. L'Organisation des Nations unies doit notamment mieux prendre en compte le développement durable. A cet égard, la conférence Rio + 20 de juin 2012 sera une étape majeure vers la création d'une Organisation mondiale de l'environnement, domaine dans lequel la gouvernance internationale reste insuffisante. Nos deux pays sont à l'origine de ce projet. Nous devons entraîner nos partenaires pour avancer en ce sens.

Mais il n'y aura pas de vraie réforme de l'Organisation des Nations unies sans une réforme du Conseil de sécurité. Ce dernier est au cœur de la vie internationale car il remplit une mission unique : assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, c'est-à-dire le droit international. Etre membre permanent du Conseil, c'est assumer un rôle mondial et des lourdes responsabilités. Cette année, les défis à relever n'ont cessé de se succéder, qu'il s'agisse du Soudan, de la Côte d'Ivoire, de la Libye, ou de la Syrie.

Une de nos priorités doit être de sortir la réforme de l'impasse, alors que les négociations de l'Assemblée générale sont bloquées. A cet égard, la position de la France est constante : nous soutenons le G4, et particulièrement l'Allemagne en son sein. Nous l'avons montré au printemps, notamment en menant des démarches auprès de nos partenaires africains. Nous avons aussi élaboré avec les Britanniques un projet de réforme intérimaire, qui permettrait de « tester » les paramètres d'une réforme définitive du Conseil. Mais cette proposition n'entre pas en concurrence avec le G4 et nous ne prendrons aucune initiative si ce dernier n'en formule pas la demande.

Enfin, la France et l'Allemagne doivent aider l'Union européenne à s'affirmer en tant qu'acteur majeur aux Nations unies : non seulement en tant que contributeur (elle représente 40 % du budget ordinaire et plus de la moitié des contributions volontaires), mais en faisant mieux encore entendre sa voix, notre voix, en n'hésitant pas à promouvoir nos valeurs et nos idéaux. La difficile bataille menée au cours de l'année écoulée pour l'obtention d'un statut d'observateur renforcé à l'Assemblée générale montre que rien n'est acquis d'avance et que notre volonté collective sera essentielle.

Le deuxième défi que nous avons à relever ensemble, au sein du G8, de l'Union européenne et des Nations unies, c'est d'accompagner la formidable mutation en cours dans le monde arabe.

De proche en proche, cet élan vers la liberté s'est propagé dans tous les pays de la rive sud de la Méditerranée, de la Tunisie à l'Egypte, du Maroc à la Libye, de la Syrie au Yémen ou au Bahreïn. Chaque situation est particulière, chaque cas est unique. Mais tous s'inscrivent dans un seul et même mouvement, une même aspiration exprimée par les peuples, et en particulier la jeunesse, à la dignité humaine, à la liberté et à la démocratie, ces idéaux qui sont aussi les nôtres, à nous Européens, en Allemagne comme en France.

Nous avons bien conscience que le chemin de la démocratie sera long et semé d'embûches. Il existe des risques de dérapage et de violence. Bien sûr, les révolutions, parce qu'elles sont synonymes de bouleversements, agitent toujours le spectre du chaos. Mais ces « printemps arabes » sont néanmoins un immense espoir. Ils ont brisé la chape de plomb qui enfermait le monde arabe dans une fausse alternative entre dictature et fondamentalisme. Ils ont ouvert la région à l'Etat de droit et à la modernité.

A nous d'accompagner les peuples dans cette voie, sans donner de leçons ni apporter nos recettes, mais en partageant le fruit de notre expérience, comme nous le faisons vis-à-vis de l'Égypte et de la Tunisie.

A nous de prendre nos responsabilités pour protéger les populations civiles victimes de la brutalité, de la barbarie et du cynisme de régimes sanguinaires qui refusent d'engager des réformes. A cet égard, notre rôle au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies comme au sein de l'Union européenne est capital.

- Nous l'avons vu pour la Libye, qui est en train de vivre la fin de l'un des plus vieux régimes dictatoriaux du monde après plusieurs mois d'un conflit où seule l'intervention militaire de la communauté internationale a permis d'éviter un véritable bain de sang et, dans le cadre de la légalité internationale, de protéger les populations civiles menacées.
- Nous le voyons dans un contexte différent pour la Syrie, où malgré le blocage au Conseil de sécurité, l'Union européenne a montré qu'elle ne restait pas les bras croisés, en adoptant cinq séries successives de sanctions.

A nous, enfin, d'agir sur le long terme en favorisant l'émergence d'un vaste espace de paix, de stabilité et de prospérité dans cette région du monde qui en a les moyens.

Nous mettons beaucoup d'espoir dans le « Partenariat de Deauville », qui résulte de l'inscription des « printemps arabes » à l'agenda du G8 : c'est l'un des principaux succès du sommet de Deauville les 26-27 mai dernier. Une fois de plus, nos deux pays ont su être à la hauteur des enjeux. Une fois de plus, ils ont su se mobiliser et mobiliser leurs partenaires pour proposer une réponse à la fois politique et économique aux aspirations des peuples arabes.

A ce jour la Tunisie, l'Égypte, le Maroc et la Jordanie ont souhaité rejoindre ce Partenariat. D'autres pays de la région en sont également membres à part entière : l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Qatar et la Turquie.

Sur le plan financier, l'engagement à Deauville des pays du G8 et de leurs partenaires en faveur des réformes dans la région est sans précédent :

- Par l'ampleur de l'effort financier annoncé- 40 milliards de dollars pour la Tunisie et l'Égypte, sans compter d'éventuels nouveaux engagements en faveur des autres pays bénéficiaires ;
- Par l'intervention de nouveaux acteurs, notamment la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), dont l'extension du mandat à la rive sud de la Méditerranée a été décidé ;
- Par la mobilisation et la coordination des Institutions financières internationales sous la forme d'une plateforme commune d'action.

Ce partenariat, il est maintenant nécessaire de le mettre en œuvre de façon concrète et rapide : la transition démocratique dans des pays comme la Tunisie et l'Égypte ne progressera réellement que si nous évitons l'effondrement économique de ces pays.

C'est la raison pour laquelle je vous ai invité, Monsieur le Ministre, cher Guido, avec nos homologues du G8 et des pays qui en sont membres, à une réunion à New York le 20 septembre 2011 en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Ce sera l'occasion d'adopter une déclaration fixant le cadre opérationnel, politique et économique, du Partenariat de Deauville : son périmètre, son organisation et son suivi.

Pour agir sur le long terme, l'Union européenne a elle aussi un rôle essentiel à jouer en direction de pays et de peuples avec lesquels nous partageons une véritable communauté de destin et qui sont pour nous des voisins proches et des partenaires naturels.

- Face aux crises libyenne et syrienne, l'Union européenne a su se mobiliser rapidement en agissant sur le plan humanitaire, en adoptant des sanctions autonomes et, aujourd'hui, en contribuant à la stabilisation de la Libye. Dans le cadre du groupe de contact, nos deux pays doivent donner à la Libye les moyens de préparer l'avenir.
- Le rôle de l'Union européenne dans la région doit désormais s'inscrire dans le cadre d'un renforcement du volet méridional de sa politique de voisinage. Au-delà de l'aide massive qu'elle doit apporter pour accompagner les transitions sur le plan des réformes démocratiques, économiques et de la politique migratoire, l'Union européenne doit également se mobiliser davantage en direction des sociétés civiles. Avec ses fondations, l'Allemagne joue un rôle exemplaire dans ce domaine.

Agir sur le long terme, c'est aussi relancer l'Union pour la Méditerranée, cette initiative prémonitoire du Président Sarkozy, dont la dimension partenariale fait une instance privilégiée pour renforcer les solidarités et les réalisations concrètes entre pays des deux rives. Si cette démarche a un sens, c'est bien aujourd'hui, au moment où de nouveaux gouvernements incarnant une volonté de changement démocratique se mettent en place au sud de notre mer commune. Un nouveau Secrétaire général vient d'être nommé. Il est d'ores et déjà au travail. A nous de permettre le lancement rapide de projets mobilisateurs dans des domaines comme l'énergie, les transports, l'environnement ou l'enseignement supérieur, notamment en mobilisant des moyens financiers sur les crédits de la politique européenne de voisinage.

Avant de conclure ce propos sur les « printemps arabes », permettez-moi de vous faire partager une conviction profonde. Ce vaste bouleversement démocratique constitue à mes yeux une chance historique de progresser vers la résolution des principales crises qui déstabilisent la région, au premier rang desquels le conflit israélo-palestinien. Dans ce domaine, je l'ai déjà dit, et d'ailleurs nous l'avons dit tous ensemble : le statu quo n'est ni acceptable, ni tenable. On le voit bien : l'hypothèse d'une explosion de violence nouvelle n'est hélas pas irréaliste. Notre objectif à tous doit être de relancer des négociations de paix fondées sur des paramètres équilibrés. C'est tout le sens de l'initiative française que j'ai portée au printemps auprès des parties. L'un des enjeux de la prochaine Assemblée générale des Nations Unies sera précisément d'ouvrir le chemin de la négociation et de permettre aux Palestiniens d'avancer vers la réalisation de leur aspiration légitime à un Etat, qui sera la meilleure garantie de la sécurité d'Israël sur le long terme, à laquelle nous sommes si fortement attachés. Il faudra donc éviter que New York ne se transforme en une confrontation diplomatique. L'Union européenne peut jouer un rôle essentiel en ce sens à condition de rester unie et active, et que nos deux pays mettent tout en œuvre pour y contribuer ensemble. Rien ne serait pire que de nous diviser sur ce sujet qui porte en lui paix et justice pour cette région du monde.

Le 16 août, la chancelière Angela Merkel et le Président Nicolas Sarkozy nous ont chargé, cher Guido de préparer les éléments d'une position commune autour desquels les 27 et le plus grand nombre de nos partenaires, je pense notamment aux pays de la Ligue Arabe, pourraient se retrouver à New York. Je souhaite que nous continuions à y travailler activement pour qu'à la fin de la semaine, lors du Gymnich à Sopot, nous puissions là aussi, toi et moi, être en initiative sur ce sujet majeur.

Le troisième défi que nos deux pays doivent relever ensemble, c'est la poursuite du projet européen.

J'ai écouté ce que tu viens de dire, Guido, avec beaucoup d'intérêt et de satisfaction, parce que je me suis retrouvé très exactement dans les propos qui ont été les tiens.

Si nous voulons jouer un rôle global, promouvoir nos idées et nos valeurs, c'est en agissant par le canal de l'Union européenne que nous avons les meilleures chances de le faire.

Inutile de dire que nous vivons dans un monde qui s'est radicalement transformé depuis une vingtaine d'années. Comme je le dis souvent, le centre de gravité de la richesse, de la

puissance, et parfois même des valeurs, s'est déplacé. Notre Occident, notre Europe en tout cas, ne sont plus le centre du monde comme ils l'ont été pendant plusieurs siècles, c'est un fait. Et la seule véritable réponse à cette modification radicale des équilibres mondiaux, elle est à rechercher bien sûr dans le projet européen. A l'heure actuelle en France, j'entends ici ou là parler de « démondialisation » L'imagination intellectuelle de l'autre côté du Rhin reste entière : comment dénier à ce point la réalité et parler de démondialisation dans un monde où la mondialisation n'est pas un vœu, n'est pas un souhait, mais est tout simplement une réalité ; il nous faut réussir cette mondialisation plutôt que de la nier, et nous ne le ferons qu'ensemble. Et de ce point de vue, le couple franco-allemand a évidemment un rôle tout à fait déterminant et une responsabilité particulière. On nous reproche parfois de prendre ensemble des initiatives avant tous les autres, mais quand nous ne le faisons pas, on nous le reproche aussi. Donc n'ayons pas de complexe, continuons à jouer ce rôle qui est absolument central pour l'avenir du projet européen.

C'est naturellement le cas dans le contexte de la crise de la dette souveraine, où il est de notre responsabilité et de notre intérêt de préserver l'Union économique et monétaire. Je suis en effet de ceux qui pensent que face à la crise, la seule réponse, c'est « plus d'Europe » et non pas un retour aux égoïsmes nationaux. Je suis également convaincu que la construction de l'Europe est une histoire de crises à chaque fois surmontées et que celle que nous traversons aujourd'hui doit nous permettre de franchir un nouveau cap en matière d'intégration et de gouvernance.

Nos deux pays ont beaucoup travaillé pour parvenir ensemble à des initiatives et à des propositions communes dans ce domaine. A cet égard, je tiens à rendre hommage à la détermination et à l'engagement politique de la Chancelière fédérale et du gouvernement allemand. Sur le fond, l'impulsion franco-allemande a été décisive pour favoriser des avancées significatives : des mécanismes d'assistance aux pays en difficulté, intimement liés à un renforcement des disciplines et de la gouvernance au sein de la zone euro, mais aussi une convergence accrue des politiques économiques et budgétaires nationales, conformément au mouvement engagé avec le Pacte pour l'euro plus et le « semestre européen ». Plus de solidarité, plus de responsabilité, plus d'intégration : nous sommes en train d'effectuer un saut qualitatif majeur dans le développement du projet européen, sur des sujets où la sensibilité nationale est forte : je pense par exemple à la fiscalité, qui est souvent au cœur des souverainetés nationales.

Vous le savez, de nouvelles propositions ont été faites le 16 août à Paris par la Chancelière fédérale et par le Président de la République. Ces propositions ont une dimension européenne bien sûr, avec un projet pour un gouvernement économique pour la zone euro, la règle d'or budgétaire pour tous et une taxe sur les transactions financières. Mais elles ont aussi une dimension bilatérale, tant il est vrai que ce que l'Allemagne et la France décident de faire ensemble revêt toujours un caractère exemplaire. Je pense à la décision d'engager une nouvelle étape dans la convergence économique et financière entre nos deux pays, qui commencerait par la présentation lors d'un prochain Conseil des ministres franco-allemand d'un projet d'impôt sur les sociétés commun, qui serait mis en place en 2013, pour le 50^e anniversaire du traité de l'Elysée. Si nous parvenons à réaliser cette réforme, et nous y parviendrons, au-delà même de son enjeu, ce serait évidemment un symbole politique d'une grande force.

Dans le domaine des relations extérieures, nous devons également travailler davantage ensemble pour renforcer la cohérence, la crédibilité et l'efficacité globale de l'action extérieure de l'Union européenne et donc de peser davantage sur les évolutions du monde. Les nouvelles institutions du Traité de Lisbonne - présidence stable du Conseil européen, rôle de la Haute représentante, confié à Catherine Ashton, et mise en place du Service européen d'action extérieure – sont autant d'outils pour avancer dans cette voie.

Cela vaut en particulier pour les relations entre l'Union européenne et ses grands partenaires stratégiques, comme la Chine, la Russie ou les Etats-Unis. Depuis le Conseil européen du 16 septembre 2010, nous avons engagé un travail visant à mieux définir et défendre nos intérêts communs, ainsi qu'à développer avec ces partenaires stratégiques des relations fondées sur la réciprocité, notamment dans le domaine commercial. Ces efforts doivent nous permettre de tenir bon sur nos priorités : adaptation des taux de change aux réalités économiques, protection de la propriété intellectuelle, amélioration de l'environnement d'affaires, travail sur les normes. Nous devons également mener cette réflexion sur nos relations avec les autres grands partenaires, notamment l'Inde, le Brésil, l'Indonésie et l'Afrique du Sud.

Cela vaut également pour les pays des voisinages Sud et Est, pour lesquels nous avons une responsabilité particulière. Avec nos partenaires européens - et le couple franco-allemand joue à cet égard un rôle pilote -, nous avons de nombreux défis à relever : migratoires, environnementaux, économiques, commerciaux.

Cela vaut encore pour les pays en développement, notamment l'Afrique, où nous devons être à 27 plus visibles, plus efficaces et plus cohérents, pour encourager les réformes et contribuer aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Enfin, dans un monde instable, où les attentes à l'égard des Européens sont fortes de la part de nos partenaires multilatéraux et bilatéraux, l'Union européenne doit renforcer son rôle en matière de gestion des crises. C'est une condition essentielle si nous voulons exister sur la scène internationale.

C'est tout le sens de l'initiative que nous avons lancée dans le cadre de Weimar pour relancer la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) autour de quatre axes :

- La mise en place à Bruxelles d'une capacité permanente, civilo-militaire, de planification et de conduite des opérations menées par l'Union européenne ;
- Le développement des capacités de défense propres à l'Europe, en encourageant la mutualisation et le partage (*pooling and sharing*) de nos moyens ;
- L'emploi en opérations des groupements tactiques européens ;
- Enfin, l'amélioration de la coopération UE-OTAN.

Les propositions ambitieuses présentées par la Haute représentante au Conseil des Affaires Etrangères du 18 juillet dernier ont reçu un soutien quasi-unanime des Etats membres. Notre objectif est d'obtenir des résultats concrets d'ici la fin de la présidence polonaise sur l'ensemble de ces volets.

A cet égard, permettez-moi d'insister sur un point important. La France a fait un choix essentiel de mutualisation de capacités avec le Royaume-Uni, par les traités de défense de Lancaster House, signés à l'automne 2010. Je le dis ici à Berlin comme je l'ai dit lors de mon dernier déplacement à Londres : pour la France, ces traités et l'initiative Weimar ne sont pas exclusifs l'un de l'autre. Ils sont même pleinement complémentaires. Membre à part entière de l'OTAN depuis son retour dans le commandement militaire intégré en 2009, notre pays souhaite que l'Union européenne avance aussi en renforçant concrètement la politique de sécurité et de défense commune, avec ceux qui le souhaitent vraiment. Je rejoins l'idée de différenciation que tu as évoquée tout à l'heure, mon cher Guido : il faut que nous progressions dans cette direction.

Mesdames, Messieurs,

Notre concertation en politique étrangère, l'Agenda franco-allemand 2020, adopté lors du Conseil des ministres franco-allemand du 4 février 2010, nous invite à la renforcer en faisant

du rapprochement de nos réseaux diplomatiques une priorité. Nous devons veiller à ce que la concertation permanente entre nos deux ministères soit un véritable réflexe pour tous.

Vous en êtes les acteurs quotidiens. Je sais que dans les postes, avec votre collègue français, vous organisez de fréquentes réunions entre services et des déplacements communs et vous cherchez à mutualiser vos activités. Un module commun de formation des jeunes diplomates allemands et français a été lancé en 2010 et c'est une très bonne initiative. Des représentations croisées en matière de visas Schengen ont également été mises en place. Nous devons faire davantage. Au-delà des premiers projets en cours de co-localisations immobilières d'ambassades ou de consulats français et allemands (à Séoul, Koweït, Dacca et Rio de Janeiro), et alors que nous comptons une vingtaine de co-localisations d'instituts ou centres culturels français et allemands, nous devons notamment favoriser, dans les postes, le développement de nouvelles synergies, en lien avec les délégations de l'Union européenne et la montée en puissance du Service européen d'action extérieure. Je connais le poids des habitudes, parfois la difficulté à faire bouger les structures, mais ce doit être une volonté politique ; je sais que tu la partages et donc elle finira par prévaloir.

Fidèles à leurs engagements scellés par le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer, forts d'une amitié –c'est vrai qu'entre nous il ne s'agit pas d'un partenariat, il s'agit d'une amitié-forgée aux épreuves des siècles, guidés par des aspirations puisées aux sources des mêmes valeurs et d'un même humanisme, nos deux pays ont toujours su conjuguer leurs efforts, au service du projet européen comme des grandes causes qui leur tiennent à cœur. Le monde a changé nos pays ont changé, mais l'objectif reste le même. Le 50^e anniversaire du traité de l'Elysée, qui sera célébré en 2013, sera l'occasion de tracer de nouvelles perspectives à la relation franco-allemande et d'inciter nos deux ministères à intensifier encore davantage leur coopération. « Frères dans le passé, frères dans le présent, frères dans l'avenir », comme le dit Victor Hugo dans *Le Rhin*, sachons dès aujourd'hui être dignes de l'héritage que nous avons reçu et sachons construire ensemble des réponses ambitieuses aux défis qui sont devant nous. Je vous remercie.